

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/Q1/KEN/2

G/SCM/Q1/KEN/2

11 octobre 1996

(96-4207)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

NOTIFICATION DES LOIS ET REGLEMENTATIONS AU TITRE DES ARTICLES 18.5 ET 32.6 DES ACCORDS

Questions posées par le Japon au Kenya¹

La Mission permanente du Japon a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 7 octobre 1996.

L'article 2.5 de l'Accord antidumping dispose ce qui suit: "Lorsque des produits ne sont pas importés directement du pays d'origine, mais sont exportés à partir d'un pays intermédiaire à destination du Membre importateur, le prix auquel les produits sont vendus au départ du pays d'exportation vers le Membre importateur sera normalement comparé avec le prix comparable dans le pays d'exportation. Toutefois, la comparaison pourra être effectuée avec le prix dans le pays d'origine si, par exemple, les produits transitent simplement par le pays d'exportation, ou bien si, pour de tels produits, il n'y a pas de production ou pas de prix comparable dans le pays d'exportation."

L'article 126 1) de la Loi kényenne dispose qu'il y a dumping:

- a) si le prix à l'exportation dans le pays d'origine est inférieur à la juste valeur marchande des produits dans ce pays,
- b) lorsque le pays d'exportation est différent du pays d'origine,
 - i) si le prix à l'exportation dans le pays d'origine est inférieur à la juste valeur marchande des produits dans ce pays; ou
 - ii) si le prix à l'exportation dans le pays d'exportation est inférieur à la juste valeur marchande des produits dans ce pays.

L'article 126 1) b) permet, semble-t-il, de calculer la valeur normale à partir du prix des produits dans le pays d'origine sans prendre en compte les conditions posées par l'article 2.5 de l'Accord antidumping.

Q. L'article 126 1) b) de la Loi kényenne est-il compatible avec l'article 2.5 de l'Accord antidumping?

¹G/ADP/N/1/KEN/1-G/SCM/N/1/KEN/1.